

Les vacances pour tous, une demande sociale

Partir en vacances, un besoin plébiscité par les français

Durant la crise que notre pays vient de traverser, de nombreux gilets jaunes ont exprimé leurs difficultés socio-économiques et rappeler que la baisse de leur pouvoir d'achat impactait leurs possibilités de partir en vacances et/ou de faire partir leur(s) enfant(s). Il n'y a rien d'étonnant là-dedans quand on sait que **1 français sur 2 ne part pas en vacances et pour les enfants, c'est 1/3**. De même, notre récente enquête réalisée en avril 2018 auprès des français par l'IFOP montre que 64 % des français voient les vacances comme un luxe et qu'elles sont sources d'inégalités.

La thématique des vacances peut paraître plus « légère » et moins prioritaire que d'autres qui ont émergé durant cette crise, mais pour la JPA et ses membres, le droit aux vacances, notamment pour les enfants, est une des réponses à y apporter. Vous trouverez en complément de ce document, **le support réalisé pour la campagne #en vacances** menée l'année dernière et qui apporte des arguments et chiffres sur l'intérêt des vacances, d'un point de vue individuel comme collectif. De par son champ d'intervention, la JPA contribue plus spécifiquement à faire avancer ce droit en demandant l'accès de tous aux colos, lieux d'éducation au vivre ensemble et à la citoyenneté.

Les colos, de moins en moins accessibles

Depuis les dernières décennies, d'importantes évolutions sont observables : une tendance à l'individualisation, l'utilitarisme et à la spécialisation des activités et séjours choisis par les parents pour leurs enfants, la recherche du moindre coût, le difficile maintien de la mixité sociale et culturelle, une baisse importante de la durée des séjours et une diminution continue de la fréquentation des colonies de vacances (au profit de séjours en familles ou chez des proches).

Nous constatons :

- **L'accès aux colonies de vacances est devenu plus difficile**, notamment pour les enfants des familles à revenus moyens (1 000 € à 4 000 € mensuels). Conséquence : l'un des derniers espaces de mixité sociale et du vivre-ensemble est délaissé.
- **Les inégalités se creusent** : le taux de départ d'enfants des ménages bénéficiant de revenus élevés (plus de 4 000 € par mois) reste à un niveau important quand celui des enfants des familles à revenus moyens baisse significativement.
- **Au final, 3 millions d'enfants ne partent jamais en vacances** chaque année, dont deux millions ne quittent pas leur domicile une seule nuit.

Lors d'une précédente enquête en 2017, 3/4 des français exprimaient une opinion positive des colonies de vacances. Pour 53 % d'entre eux, ces séjours collectifs permettent à des enfants de différents milieux sociaux de vivre-ensemble quotidiennement. Selon eux, le premier frein pour envoyer son enfant en vacances demeure néanmoins le coût financier.



16/01/2019

Des propositions concrètes

Pour la JPA, promouvoir les aspects liés à l'émancipation individuelle et collective, tout en agissant sur les coûts liés au départ, est une nécessité afin de favoriser l'accès aux loisirs éducatifs, tout en luttant contre les inégalités économiques et sociales.

Plusieurs mesures permettraient de répondre à cet objectif. (La JPA a soumis ses propositions aux Français par l'intermédiaire d'une enquête Ifop, réalisée en avril 2018.)

- En permettant aux parents de **créer un « compte épargne colos »**, mis en place avec l'appui de l'ANCV et qui ne serait pas soumis aux impôts. Idée soutenue par 84 % des parents, encore plus fortement par les habitants de l'agglomération parisienne (93 %) (enquête IFOP de juillet 2017).
- En **créant un fonds national de solidarité**, afin de financer le départ d'enfants dont les parents ne reçoivent aucune aide aux vacances, proposition jugée favorable par 71 % des parents (enquête IFOP de juillet 2017).
- **Le refus de la taxation et l'imposition des aides aux vacances accordées par les comités d'entreprise** (chèques vacances, aides directes ou indirectes...) : cette mesure avait été proposée dans le projet de loi de finance 2019, la JPA et d'autres sont parvenus à la faire retirer. Pour autant, cette question revient régulièrement et il faut rester vigilant.